

## **Résolution du Conseil national du PCF**

### **15 octobre 2014**

Nous voulons créer une dynamique populaire, capable de faire naître des perspectives sociales et démocratiques nouvelles.

À l'opposé, en assumant totalement le choix de l'austérité, le gouvernement en accélère les feux à tous les étages du pays : budget de l'État, de la Sécurité sociale, des collectivités locales. Avec la réforme territoriale, il place maintenant celles-ci comme une des pièces maîtresses du dispositif austéritaire.

Porteurs d'injustices insupportables, ces choix conduisent au désastre social et économique, enfoncent davantage le pays dans la crise en obscurcissant toute issue positive, aggravent un déficit démocratique déjà terrible et créent une situation politique instable et lourde de danger.

Dans cette crise démocratique, la République est profondément malmenée, la souveraineté populaire gravement mise en cause. Nous voulons une VI<sup>e</sup> République citoyenne, sociale, solidaire et respectueuse de ses territoires et de ses citoyens. C'est pour nous un enjeu majeur.

L'urgence est donc d'amplifier notre mobilisation en engageant toutes nos forces dans l'action et dans le rassemblement contre ces politiques et pour une alternative. Celle-ci ne peut se construire qu'en rupture avec les logiques libérales mises en œuvre avec zèle par ce gouvernement, comme la droite auparavant.

Nous voulons consacrer notre énergie à l'action, aux rassemblements les plus larges et au travail pour une alternative de gauche crédible et populaire, car il n'y va pas moins que de l'avenir de la gauche, de l'avenir du pays.

Le Conseil national invite les communistes à développer en grand leurs initiatives comme le décrit le plan de travail : les mille rencontres, la mobilisation du 15 novembre, la pétition nationale pour permettre à l'échelle de tout le pays les confrontations d'idées, pour faire progresser la pertinence des propositions alternatives, pour ouvrir des constructions politiques, et redonner espoir.

Les élections sont au cœur d'enjeux très importants et – conjointement à la réforme territoriale – posent des questions de fond : quelle organisation de nos territoires ? Au service de qui ? Priorité aux grands groupes, aux marchés financiers ou bien à la réponse aux besoins des habitantes et habitants ? Mise en concurrence des territoires ou coopération ? Avec le projet de disparition des départements, on veut nous construire des guichets au service du marché dirigés par des collectivités gigantesques que tout éloignera du citoyen alors que tout réclame proximité et intervention citoyenne. Si on ajoute à cet ensemble le régime sec imposé à tous les niveaux, c'est l'avenir du service public et de la commune qui est en cause, c'est l'avenir des villes, celui des zones urbaines, et de la ruralité qui se joue.

Nous sommes donc dans des enjeux politiques de premier ordre.

Ces objectifs et ces ambitions font totalement corps avec la bataille contre la réforme territoriale et avec l'échéance des élections départementales de mars prochain.

Nous y avancerons des propositions pour des budgets sociaux à la hauteur des besoins, pour des services publics étendus et renouvelés, pour une fiscalité juste n'exonérant pas les entreprises de leur responsabilité sociale, pour un renouveau de la démocratie, et pour une coopération entre les territoires.

Nombreux sont celles et ceux qui perçoivent les dangers de la réforme des collectivités, profondément structurante du dispositif libéral, imposant l'austérité, attisant la concurrence

entre les territoires, ouvrant de nouveaux espaces de profits pour le marché. Ils sentent aussi les dangers qui planent sur la démocratie locale.

Contribuons aux convergences et au déploiement des fortes résistances qui s'expriment dans le pays, qu'elles viennent de citoyen-ne-s ou d'élu-e-s.

Poursuivre, démocratiser, développer nos départements pourraient être la base de propositions en menant de grandes batailles avec des femmes et des hommes qui partagent cette vision.

Ainsi, cette élection pourrait être vécue comme une chance de franchir un cap supplémentaire dans notre démarche de rassemblement

Dans ce contexte inédit de crise, ces élections départementales qui auront lieu partout dans le pays – une première – prendront ainsi un caractère national incontournable marquant les rapports de force politique. Nous voulons en faire une contribution essentielle à la construction politique que nous ambitionnons de réaliser à gauche, en rupture avec les politiques libérales menées depuis 2012 par le gouvernement.

Nous voulons affirmer partout notre présence. Nous agissons pour poursuivre notre action dans les deux départements que nous présidons. Nous nous mobiliserons contre le basculement de départements à droite et l'entrée de conseillers Front national.

Nous visons l'élection du maximum de conseiller-e-s communistes, Front de gauche, acteurs et actrices de la société civile, militant-e-s de gauche et écologistes, engagés contre l'austérité et contestant les politiques actuelles. Le redoutable mode de scrutin nécessite un travail de construction de candidatures de large rassemblement au service de ces objectifs.

Avec toutes celles et ceux qui peuvent se retrouver dans cette démarche, c'est au plus près des réalités locales que se construiront ces candidatures.

Enfin, la conférence nationale des 8 et 9 novembre définira la mise en œuvre de l'ensemble de notre démarche politique.